

LES CHIFFRES QUI PARLENT : 59 MILLIARDS D'OUGUIYA LE DEFICIT BUDGETAIRE DE L'ETAT EN 2008

Depuis le six août 2008, les médias publics, au service des putschistes ne cessent de nous marteler avec des slogans, pour nous convaincre que tout était obscur sans exception, et que tout est désormais devenu clair. Certains irresponsables vont même jusqu'à dire que la Mauritanie n'a connue que la gabegie depuis l'année d'indépendance à août 2008.

Mais ces médias publics deviennent subitement muets quand il s'agit de regarder les chiffres et d'en tirer les conclusions.

Vous ne le savez pas, mais notre pays est en faillite. Le déficit réel du budget de l'Etat Mauritanien en 2008 s'élève à **59,5 milliards** d'Ouguiyas (**9% du PIB**), une première dans l'histoire du pays. A titre de comparaison le déficit budgétaire de **2007** était de **12 milliards (2% du PIB)**. Voir tableau ci-dessous.

Il nous est **difficile de comprendre** que la *"bonne gouvernance"* prétendue, *"la lutte sans merci contre la corruption et la gabegie"*, puissent se solder, en définitive, par un tel **déficit**, dont **30 milliards d'ouguiya pour les cinq derniers mois** (voir tableau ci-dessous).

Il devient encore plus difficile à accepter cette situation quand on sait que **le trésor public a reçu 28,7 milliards** (86 millions d'Euro) au mois d'**octobre 2008**, en contrepartie des accords de pêche avec l'Union Européenne. Par ailleurs Il faut ajouter à ce montant **12,5 milliards d'ouguiya** (cinquante millions de dollars) octroyés par l'Arabie Saoudite et utilisés hors cadre budgétaire (ne figure pas sur la loi de finance rectificative 2008).

Sans la contre partie de l'union Européenne, le déficit budgétaire de l'Etat aurait été, pour les cinq derniers mois de l'année 2008, de 60 milliards d'ouguiya.

Où est parti l'argent public entre août et décembre 2008 pour provoquer un tel désastre ?

Ce n'est pas fini malheureusement, d'autres questions posées restent sans réponse. En effet, au mois de novembre 2008, une loi de finance rectificative (LFR 2008) a été élaborée par le Ministère des Finances, validée par le général et ses moutons de Panurge et votée par certains parlementaires. Cette loi a prévu et **autorisé 20,7 milliards de déficit budgétaire**.

Comment peut-on au mois de novembre faire une prévision de 20,7 milliards et se retrouver un mois plus tard à 59 milliards. Faire une **erreur de 200%** pour une prévision sur un mois seulement ne peut s'expliquer que par l'un des deux points ci-dessous ou les deux à la fois :

- Une **volonté manifeste de mentir** et de cacher la réalité du désastre budgétaire aux parlementaires et à la population en votant une loi rectificative qui n'a rien avoir avec la réalité des finances de l'Etat ;
- **une légèreté, une incompetence et une inconsistance** qui ne sont pas dignes de porter la responsabilité de la gestion des finances publiques de ce pays.

Qui a autorisé le Ministère des Finances à creuser le déficit budgétaire de l'Etat et compromettre ainsi l'équilibre macro-économique ? **Où est le contrôle parlementaire ?**

Pour ceux qui veulent comprendre pourquoi à la fin du mois de juillet 2008, le déficit était de 29 milliards d'ouguiyas, sachez que pendant cette période, il y a eu un vaste programme subventionné par l'Etat (PSI) pour atténuer l'impact de la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité sur les marchés internationaux. Ainsi 45 000 tonnes de blé ont été vendues sur toute l'étendue du

territoire à 100 UM le kilo pour un prix de revient de 160 UM, 9000 tonnes de blé ont été distribuées gratuitement, le prix de l'électricité et de l'eau ont été stabilisés (10 milliards d'ouguiya) alors que le pétrole atteignait 147 \$ le baril (contre 45 \$ aujourd'hui) et bien d'autres actions palpables comme l'achat de 5000 tonnes d'engrais, 200 motopompes, des engins agricoles parqués actuellement dans une clôture près de Rosso propriété d'un certain sénateur. Ce programme a pourtant fait l'objet de plusieurs commissions d'enquête et d'inspections après le coup d'Etat mais en vain, rien à signaler.

Il ne nous reste plus qu'à prier ALLAH LE TOUT PUISSANT pour préserver notre économie car ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force sont visiblement occupés à imiter les régimes despotiques révolus en instituant le culte de la personnalité, la démagogie et la propagande mensongère.

Budget de l'Etat 2008

	janv-08	févr-08	mars-08	avr-08	mai-08	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	oct-08	nov-08	déc-08	CUM UL
RECETTES													
Recettes fiscales	7,3	7,7	8	13,9	8,9	11,9	12,2	8,5	8,5	8,6	8,2	11,1	114,8
Recettes non fiscales	1,2	1,6	1,3	1,8	1,7	17	4,1	0,8	0,7	29,4	1,4	5,8	66,8
Recettes pétrolières	0,4	0,1	3,7	0,3	0,2	4,5	0,3	0,4	0,3	3,79	0,6	2,6	17,2
Dons	0,4	0,9	0,1	0,4	0,3		0,4	0,1	0	1	0	0,2	3,8
Total recettes	9,3	10,3	13,1	16,4	11,1	33,4	17,0	9,8	9,5	42,8	10,2	19,7	202,6
DEPENSES													
Dépenses courantes	4,7	12,8	15,2	18,9	22,4	13,4	19,7	12,0	10,3	10,6	19,6	31,6	191,2
Dépenses d'investissements	2,6	1,2	2,6	8,6	5,5	4,4	4,4	1,5	0,8	2,3	11,1	10,7	55,7
Dépenses communes		1,7	0,9	0,2	0,9	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	9,6	15,1
Total dépenses	7,3	15,7	18,7	27,7	28,8	18,0	24,3	13,5	11,1	12,9	32,1	51,9	262,0
Solde (Déficit)	2,0	-5,4	-5,6	-11,3	-17,7	15,4	-7,3	-3,7	-1,6	29,9	-21,9	-32,2	-59,5
Déficit cumulé	2,0	-3,4	-9,0	-20,3	-38,0	-22,6	-29,9	-33,6	-35,2	-5,3	-27,2	-59,5	

Source : tableau des opérations financières de l'Etat de jan à déc 2008

FNDD-AFCD (Avant-garde des Forces de Changement Démocratique)

Avril 2009